

UNIVERSAL POSTAL UNION.

UNIVERSAL POSTAL CONVENTION.

July 4, 1891.

Powers contracting. *Convention Postale Universelle conclue entre l'Allemagne et les Protectorats Allemands, les États-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la République de Colombie, l'État Indépendant du Congo, la République de Costa-Rica, le Danemark et les Colonies Danoises, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, la France et les Colonies Françaises, la Grande-Bretagne et diverses Colonies Britanniques, les Colonies Britanniques d'Australasie, le Canada, l'Inde Britannique, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, le Royaume d'Hawaï, la République du Honduras, l'Italie, le Japon, la République de Libéria, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises, le Pérou, la Perse, le Portugal, et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie, le Salvador, la Serbie, le Royaume de Siam, la République Sud-Africaine, la Suède, la Suisse, la Régence de Tunis, la Turquie, l'Uruguay et les États-Unis de Vénézuéla.*

Universal Postal Convention concluded between Germany and the German Protectorates, the United States of America, the Argentine Republic, Austria-Hungary, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chili, the Republic of Colombia, the Independent State of Congo, the Republic of Costa Rica, Denmark and the Danish Colonies, the Dominican Republic, Egypt, Ecuador, Spain and the Spanish Colonies, France and the French Colonies, Great Britain and various British Colonies, the British Colonies of Australasia, Canada and British India, Greece, Guatemala, the Republic of Haiti, the Kingdom of Hawaii, the Republic of Honduras, Italy, Japan, the Republic of Liberia, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Nicaragua, Norway, Paraguay, the Netherlands Colonies, Peru, Persia, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Salvador, Serbia, the Kingdom of Siam, the South African Republic, Sweden, Switzerland, the Regency of Tunis, Turkey, Uruguay, and the United States of Venezuela.

[Translation made at Post-Office Department, Washington.]

Preamble.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Congrès à Vienne, en vertu de l'article 19 de la Convention postale universelle conclue à Paris le 1^{er} juin 1878, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, révisé ladite Convention, ainsi que l'acte additionnel y relatif conclu à Lisbonne le 21 mars 1885, conformément aux dispositions suivantes:

Vol. 20, p. 744.

Vol. 25, p. 1339.

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated, being assembled in Congress at Vienna, by virtue of Article 19 of the Universal Postal Convention concluded at Paris on the 1st of June 1878, have by common consent, and subject to ratification, revised said Convention, as well as the Additional Act relating thereto concluded at Lisbon on the 21st of March 1885, in conformity with the following stipulations:

ARTICLE PREMIER.

Les pays entre lesquels est conclue la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront ultérieurement, forment, sous la dénomination d'*Union postale universelle*, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances entre leurs bureaux de poste.

ARTICLE 2.

Les dispositions de cette Convention s'étendent aux lettres, aux cartes postales simples et avec réponse payée, aux imprimés de toute nature, aux papiers d'affaires et aux échantillons de marchandises originaires de l'un des pays de l'Union et à destination d'un autre de ces pays. Elles s'appliquent également à l'échange postal des objets ci-dessus entre les pays de l'Union et les pays étrangers à l'Union, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des parties contractantes, au moins.

ARTICLE 3.

1.—Les Administrations des postes des pays limitrophes ou aptes à correspondre directement entre eux sans emprunter l'intermédiaire des services d'une tierce Administration, déterminent, d'un commun accord, les conditions du transport de leurs dépêches réciproques à travers la frontière ou d'une frontière à l'autre.

2.—A moins d'arrangement contraire, on considère comme services effectués directement entre deux pays, au moyen de paquebots ou bâtiments dépendant de l'un d'eux, et ces transports, de même que ceux effectués entre deux bureaux d'un même pays, par l'intermédiaire de services maritimes ou territoriaux dépendant d'un autre pays, sont régis par les dispositions de l'article suivant.

ARTICLE 4.

1.—La liberté du transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

ARTICLE FIRST.

The countries between which the present Convention is concluded, as well as those which may join it hereafter, form, under the title of *Universal Postal Union*, a single postal territory for the reciprocal exchange of articles of correspondence between their post-offices.

ARTICLE 2.

The stipulations of this Convention extend to letters, to single post-cards and post-cards with paid reply, printed matter of every kind, commercial papers and samples of merchandise originating in one of the countries of the Union, and intended for another of those countries. They also apply to the exchange by mail of the articles above mentioned between the countries of the Union and the countries foreign to the Union, whenever the services of two of the contracting parties at least are used for that exchange.

ARTICLE 3.

1.—The Postal Administrations of neighboring countries, or countries able to correspond directly with each other without using the intermediary of the services of a third Administration, determine, by mutual agreement, the conditions of the conveyance of mails which they exchange across the frontier, or from one frontier to the other.

2.—Unless there be a contrary arrangement, the direct maritime-conveyance performed between two countries by means of packets or vessels depending upon one of them, shall be considered as a third service, and this conveyance, as well as that performed between two offices of the same country by the intermediary of maritime or territorial services depending upon another country, is regulated by the stipulations of the following Article.

ARTICLE 4.

1.—The right of transit is guaranteed throughout the entire territory of the Union.

Article 1.

Universal Postal Union formed.

Art. 2.

Scope of stipulations.

Art. 3.

Special agreements by contiguous countries

Maritime conveyance.

Art. 4.

Transit guaranteed.

2.—En conséquence, les diverses Administrations postales de l'Union peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service postal.

Transit charges.

3.—Les correspondances échangées, soit à découvert, soit en dépêches closes, entre deux Administrations de l'Union, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres Administrations de l'Union, sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit suivants, savoir :

Land.

1° pour les parcours territoriaux, 2 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et 25 centimes par kilogramme d'autres objets;

Sea.

2° pour les parcours maritimes, 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et 1 franc par kilogramme d'autres objets.

Exceptions.

4.—Il est toutefois entendu :

Free matter.

1° que partout où le transit est déjà actuellement gratuit ou soumis à des conditions plus avantageuses, ce régime est maintenu, sauf dans le cas prévu au chiffre 3° ci-après;

Present sea charges.

2° que partout où les frais de transit maritime sont fixés actuellement à 5 francs par kilogramme de lettres ou de cartes postales, et à 50 centimes par kilogramme d'autres objets, ces prix sont maintenus;

Free conveyance.

Limit.

3° que tout parcours maritime n'excédant pas 300 milles marins est gratuit, si l'Administration intéressée a déjà droit, du chef des dépêches ou correspondances bénéficiant de ce parcours, à la rémunération afférente au transit territorial; dans le cas contraire, il est rétribué à raison de 2 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 25 centimes par kilogramme d'autres objets;

Maximum of sea expenses.

4° que, en cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs Administrations, les frais du parcours total ne peuvent dépasser 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets; ces frais, le cas échéant, sont ré-

2.—Consequently, the several Postal Administrations of the Union may send reciprocally, through the intermediary of one or several of them, as well closed mails as correspondence in open-mail according to the needs of the traffic, and the convenience of the postal service.

3.—The correspondence exchanged, whether in open-mail or in closed mails between two Administrations of the Union, by means of the services of one or several other Administrations of the Union, is subject to the following transit charges, to be paid to each of the countries traversed, or whose services participate in the conveyance, viz :

1st. For territorial conveyance, 2 francs per kilogram of letters or post-cards, and 25 centimes per kilogram of other articles;

2nd. For maritime conveyance, 15 francs per kilogram of letters or post-cards, and 1 franc per kilogram of other articles;

4.—It is, however, understood—

1st. That wherever the transit is already gratuitous at present, or subject to more advantageous conditions, such condition is maintained, except in the case provided for in paragraph 3d, following;

2nd. That wherever the maritime transit charges are fixed at present at 5 francs per kilogram of letters or post-cards, and at 50 centimes per kilogram of other articles, these charges are maintained;

3d. That every maritime conveyance not exceeding 300 nautical miles is gratuitous, if the Administration concerned is already entitled, on account of mails or articles benefiting by this conveyance, to the remuneration applicable to territorial transit; in the contrary case, payment is made at the rate of 2 francs per kilogram of letters or post-cards, and 25 centimes per kilogram of other articles;

4th. That in the case of maritime conveyance effected by two or more Administrations, the expenses of the entire transportation can not exceed 15 francs per kilogram of letters or post-cards and 1 franc per kilogram of other articles; these expenses are in such

partis entre ces Administrations au prorata des distances parcourues, sans préjudice des arrangements différents entre les parties intéressées;

5° que les prix spécifiés au présent article ne s'appliquent, ni aux transports au moyen de services dépendant d'Administrations étrangères à l'Union, ni aux transports dans l'Union au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une Administration, soit dans l'intérêt, soit sur la demande d'une ou de plusieurs autres Administrations. Les conditions de ces deux catégories de transports sont réglées de gré à gré entre les Administrations intéressées.

5.—Les frais de transit sont à la charge de l'Administration du pays d'origine.

6.—Le décompte général de ces frais a lieu sur la base de relevés établis tous les trois ans, pendant une période de 28 jours à déterminer dans le Règlement d'exécution prévu par l'article 20 ci-après.

7.—Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime, la correspondance des Administrations postales entre elles, les cartes postales-réponse renvoyées au pays d'origine, les objets réexpédiés ou mal dirigés, les rebuts, les avis de réception, les mandats de poste et tous autres documents relatifs au service postal.

ARTICLE 5.

1.—Les taxes pour le transport des envois postaux dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays de l'Union où le service de distribution est ou sera organisé, sont fixées comme suit:

1° pour les lettres, à 25 centimes en cas d'affranchissement, et au double dans le cas contraire, par chaque lettre et par chaque poids de 15 grammes ou fraction de 15 grammes;

2° pour les cartes postales, à 10 centimes pour la carte simple ou pour chacune des deux parties de la carte avec réponse payée.

case shared between those Administrations *pro rata* for the distances traversed, without prejudice to other arrangements between the parties interested;

5th. That the rates specified in the present Article do not apply either to conveyance by means of services depending upon Administrations foreign to the Union, or to conveyance within the Union by means of extraordinary services specially established or maintained by one Administration, either in the interest, or at the request of one or several other Administrations. The conditions of these two categories of conveyance are regulated by mutual agreement between the Administrations interested.

5.—The expenses of transit are borne by the Administration of the country of origin.

6.—The general settlement of these expenses takes place on the basis of statements prepared every three years, during a period of 28 days to be determined on in the Regulations of execution referred to in Article 20 hereafter.

7.—The correspondence between the Postal Administrations, the reply-halves of double post-cards returned to the country of origin, articles reforwarded or missent, undeliverable articles, return-receipts, money orders, and all other documents relative to the postal service, are exempt from all transit charges, whether territorial or maritime.

ARTICLE 5.

1.—The rates of postage for the conveyance of postal articles throughout the entire extent of the Union, including their delivery at the residence of the addressees in the countries of the Union where a delivery service is or shall be organized, are fixed as follows:

1st. For letters, 25 centimes in case of prepayment, and double that amount in the contrary case, for each letter and for every weight of 15 grams or fraction of 15 grams;

2nd. For post-cards, 10 centimes for a single card, or for each of the two halves of a post-card with paid reply.

Services to non Union or special countries.

Expenses of transit.

General settlement.

Exemptions.

Art. 5.

Rates of postage.

Letters.

Postal cards.

Les cartes postales non affranchies sont soumises à la taxe des lettres non affranchies.

Printed matter.

3° pour les imprimés de toute nature, les papiers d'affaires et les échantillons de marchandise, à 5 centimes par chaque objet ou paquet portant une adresse particulière et par chaque poids de 50 grammes ou fraction de 50 grammes, pourvu que cet objet ou paquet ne contienne aucune lettre ou note manuscrite ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, et soit conditionné de manière à pouvoir être facilement vérifié.

La taxe des papiers d'affaires ne peut être inférieure à 25 centimes par envoi, et la taxe des échantillons ne peut être inférieure à 10 centimes par envoi.

Additional charges.

2.—Il peut être perçu, en sus des taxes fixées par le paragraphe précédent :

Surtax on sea transit.

1° pour tout envoi soumis à des frais de transit maritime de 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 1 franc par kilogramme d'autres objets et dans toutes les relations auxquelles ces frais de transit sont applicables, une surtaxe uniforme qui ne peut pas dépasser 25 centimes par port simple pour les lettres, 5 centimes par carte postale et 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes pour les autres objets ;

Matter to non-Union countries.

2° pour tout objet transporté par des services dépendant d'Administrations étrangères à l'Union ou par des services extraordinaires dans l'Union, donnant lieu à des frais spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.

Penalty for insufficient prepayment.

3.—En cas d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'insuffisance, sans que cette taxe puisse dépasser celle qui est perçue dans le pays de destination sur les correspondances non affranchies de même nature, poids et origine.

Prepayment required.

4.—Les objets autres que les lettres et les cartes postales doivent être affranchis au moins partiellement.

Samples.

5.—Les paquets d'échantillons de marchandise ne peuvent renfermer aucun objet ayant une valeur

Post-cards not prepaid are subject to the rate of postage for letters not prepaid.

3d. For printed matter of every kind, commercial papers, and samples of merchandise, 5 centimes for each article or packet bearing a particular address, and for every weight of 50 grams or fraction of 50 grams, provided that such article or packet does not contain any letter or manuscript note having the character of actual and personal correspondence, and that it be made up in such a manner as to admit of its being easily examined.

The charge on commercial papers cannot be less than 25 centimes per packet, and the charge on samples cannot be less than 10 centimes per packet.

2.—In addition to the rates fixed by the preceding paragraph, there may be levied :

1st. For every article subjected to maritime-transit charges of 15 francs per kilogram of letters or post-cards and 1 franc per kilogram of other articles, and in all the relations to which these transit charges are applicable, a uniform surtax which may not exceed 25 centimes per single rate for letters, 5 centimes per post-card, and 5 centimes per 50 grams or fraction of 50 grams for other articles.

2d. For every article conveyed by services depending on Administrations foreign to the Union, or by extraordinary services in the Union giving rise to special expenses, a surtax in proportion to these expenses.

3.—In case of insufficient prepayment, articles of correspondence of every kind are liable to a charge equal to double the amount of the deficiency, to be paid by the addressees, which charge, however, may not exceed that which is levied in the country of destination on correspondence not prepaid, of the same nature, weight and origin.

4.—Articles other than letters and post-cards must be prepaid at least in part.

5.—Packets of samples of merchandise may not contain any article having a salable value; they

marchande; ils ne doivent pas dépasser le poids de 250 grammes, ni présenter des dimensions supérieures à 30 centimètres en longueur, 20 centimètres en largeur et 10 centimètres en épaisseur ou, s'ils ont la forme de rouleau, à 30 centimètres de longueur et 15 centimètres de diamètre. Toutefois, les Administrations des pays intéressés sont autorisées à adopter de commun accord, pour leurs échanges réciproques, des limites de poids ou de dimensions supérieures à celles fixées cidessus.

6.—Les paquets de papiers d'affaires et d'imprimés ne peuvent pas dépasser le poids de 2 kilogrammes, ni présenter, sur aucun de leurs côtés, une dimension supérieure à 45 centimètres. On peut, toutefois, admettre au transport par la poste les paquets en forme de rouleau dont le diamètre ne dépasse pas 10 centimètres et dont la longueur n'exécède pas 75 centimètres.

ARTICLE 6.

1.—Les objets désignés dans l'article 5 peuvent être expédiés sous recommandation.

2.—Tout envoi recommandé est passible, à la charge de l'envoyeur:

1° du prix d'affranchissement ordinaire de l'envoi, selon sa nature;

2° d'un droit fixe de recommandation de 25 centimes au maximum, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expéditeur.

3.—L'envoyeur d'un objet recommandé peut obtenir un avis de réception de cet objet, en payant d'avance un droit fixe de 25 centimes au maximum.

ARTICLE 7.

1.—Les correspondances recommandées peuvent être expédiées grevées de remboursement, jusqu'au montant de 500 francs dans les relations entre les pays dont les Administrations conviennent d'introduire ce service. Ces objets sont soumis aux formalités et aux taxes des envois recommandés.

2.—Le montant encaissé du destinataire doit être transmis à l'envoyeur au moyen d'un mandat de poste, après déduction de la taxe

must not exceed 250 grams in weight, or measure more than 30 centimeters in length, 20 centimeters in breadth and 10 centimeters in depth, or if they are in the form of a roll, 30 centimeters in length and 15 centimeters in diameter. The Administrations of the countries interested are, however, authorized to adopt by common consent, for their reciprocal exchanges, limits of weight or size exceeding those fixed above.

6.—Packets of commercial papers and printed matter may not exceed 2 kilograms in weight or measure more in any direction than 45 centimeters. Packets in the form of a roll may, however, be admitted to the mails provided they do not exceed 10 centimeters in diameter, and 75 centimeters in length.

Limit of weight, etc.

ARTICLE 6.

1.—The articles specified in Article 5 may be registered.

Art. 6.

Registration.

2.—Every registered article is liable, at the charge of the sender:

Charges.

1st. To the ordinary prepaid rate of postage upon the article, according to its nature;

2nd. To a fixed registration fee of 25 centimes at the maximum, including the issue of a receipt to the sender.

Post, p. 1098.

3.—The sender of a registered article may obtain an acknowledgment of delivery of said article by paying in advance a fixed fee of 25 centimes at the maximum.

ARTICLE 7.

1.—Registered articles may be sent, marked with trade-charges up to the amount of 500 francs, to be collected on delivery, in the mails exchanged between the countries whose Administrations agree to introduce this service. These articles are subject to the formalities and rates applicable to registered articles.

Art. 7.

Collections.

2.—The amount collected from the addressee must be transmitted to the sender by means of a money order, after deducting the fee

Remittance.

des mandats ordinaires et d'un droit d'encaissement de 10 centimes.

chargeable for said money order, and a fee of 10 centimes for collection.

Art. 8.

ARTICLE 8.

ARTICLE 8.

Indemnity for lost registered article.

Post, p. 1086.

Responsibility.

Payment.

Time limit.

Sharing liability.

1.—En cas de perte d'un envoi recommandé et sauf le cas de force majeure, l'expéditeur ou, sur sa demande, le destinataire a droit à une indemnité de 50 francs.

2.—L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte a eu lieu.

3.—Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante. Pour les envois adressés poste restante, la responsabilité cesse par la délivrance à une personne qui a justifié, suivant les règles en vigueur dans le pays de destination, que ses nom et qualité sont conformes aux indications de l'adresse.

4.—Le paiement de l'indemnité par l'Office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'Office responsable est tenu de rembourser sans retard, à l'Office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci. Dans le cas où l'Office responsable aurait notifié à l'Office expéditeur de ne point effectuer le paiement, il devrait rembourser à ce dernier Office les frais qui seraient la conséquence du non-paiement.

5.—Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an, à partir du dépôt à la poste de l'envoi recommandé; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

6.—Si la perte a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possi-

1.—In case of the loss of a registered article, and except in case of *force majeure*, the sender, or, at his request, the addressee, is entitled to an indemnity of 50 francs.

2.—The obligation to pay the indemnity is incumbent on the Administration to which the dispatching office belongs. There is reserved to that Administration a remedy against the responsible Administration, that is to say, against the Administration within whose territory or in whose service the loss occurred.

3.—Until the contrary is proved, the responsibility rests with the Administration which, after having received the article without making any remark, cannot prove either its delivery to the addressee, or its regular transmission to the next Administration, as the case may be. As regards articles addressed *poste restante*, the responsibility ceases upon delivery to a person who has proved, according to the regulations in force in the country of destination, that his name and description are in conformity with the indications of the address.

4.—The payment of the indemnity by the dispatching office should be made as soon as possible, and at the latest within the period of one year dating from the day of the reclamation. The responsible office is bound to refund to the dispatching office without delay the amount of the indemnity paid by the latter. In the case where the responsible office has notified the dispatching office not to make the payment, the former must refund to the latter office the expenses which may result from such non-payment.

5.—It is understood that the reclamation is only entertained if made within the period of one year from the time when the registered article was mailed; after this period has passed, the claimant has no right to any indemnity.

6.—If the loss has occurred during transportation, and it is impos-

ble d'établir sur le territoire de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales.

7.—Les Administrations cessent d'être responsables des envois recommandés dont les ayants droit ont donné reçu et pris livraison.

sible to ascertain on the territory of which country the loss took place, the Administrations concerned bear the loss in equal proportions.

7.—The Administrations cease to be responsible for registered articles, the addressees of which have given a receipt for them and have accepted them.

Responsibility ended by delivery.

ARTICLE 9.

1.—L'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse, tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire.

2.—La demande à formuler à cet effet est transmise par voie postale ou par voie télégraphique aux frais de l'expéditeur, qui doit payer, savoir :

1° pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre simple recommandée;

2° pour toute demande par voie télégraphique, la taxe de télégramme d'après le tarif ordinaire.

3.—Les dispositions du présent article ne sont pas obligatoires pour les pays dont la législation ne permet pas à l'expéditeur de disposer d'un envoi en cours de transport.

ARTICLE 9.

1.—The sender of an article of correspondence may cause it to be withdrawn from the service, or cause the address to be changed, as long as the article has not been delivered to the addressee.

2.—The request to be formulated for this purpose is transmitted by mail or by telegraph, at the expense of the sender, who must pay, as follows :

1st for every request by mail the charge applicable to a registered single letter;

2nd for every request by telegraph, the charge for the telegram according to the ordinary tariff.

3.—The provisions of this Article are not obligatory in countries the legislation of which does not allow the sender to dispose of an article in course of transportation.

Art. 9.

Withdrawal of article from mail or changing address.

Requests.

Provisions not obligatory.

ARTICLE 10.

Ceux des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire fixent leurs taxes à l'équivalent, dans leur monnaie respective, des taux déterminés par les articles 5 et 6 précédents. Ces pays ont la faculté d'arrondir les fractions conformément au tableau inséré au Règlement d'exécution mentionné à l'article 20 de la présente Convention.

ARTICLE 10.

Those countries of the Union which have not the franc for their monetary unit fix their postage rates at the equivalents, in their respective currencies, of the rates determined by Articles 5 and 6 preceding. Such countries have the option of rounding off the fractions in conformity with the Table inserted in the Regulations of execution mentioned in Article 20 of the present Convention.

Art. 10.

Equivalent rates in currency of each country.

Post, p. 1104.

Post, p. 1091.

ARTICLE 11.

1.—L'affranchissement de tout envoi quelconque ne peut être opéré qu'au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers. Toutefois, sont également considérées comme dûment affranchies les cartes-réponse por-

ARTICLE 11.

1.—Prepayment of postage on every description of article can be effected only by means of postage-stamps valid in the country of origin for the correspondence of private individuals. Nevertheless, the reply-halves of post-cards with paid reply bearing postage-stamps

Art. 11.

Stamps required.

tant des timbres-poste du pays d'émission de ces cartes.

Official postal matter free.

2.—Les correspondances officielles relatives au service de postes et échangées entre les Administrations postales sont seules exemptées de cette obligation et admises à la franchise.

Stamps for matter mailed on ships.

3.—Les correspondances déposées en pleine mer à la boîte d'un paquebot ou entre les mains des commandants de navires peuvent être affranchies au moyen des timbres-poste et d'après le tarif du pays auquel appartient ou dont dépend ledit paquebot. Si le dépôt à bord a lieu pendant le stationnement aux deux points extrêmes du parcours ou dans l'une des escales intermédiaires, l'affranchissement n'est valable qu'autant qu'il est effectué au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays dans les eaux duquel se trouve le paquebot.

of the country which issued these cards are likewise considered as duly prepaid.

2.—Official correspondence relative to the postal service, and exchanged between the Postal Administrations, is alone exempt from this obligation and admitted free.

3.—Correspondence mailed on the high seas in the letter-box of a vessel or by being handed to the captains of vessels may be prepaid by means of the postage-stamps and according to the postage-rates of the country to which said vessel belongs or on which it is dependent. If the mailing on board takes place during the stay of the vessel at one of the two terminal points of the voyage or at one of the intermediate ports of call, prepayment of postage is not valid unless it is effected by means of the postage-stamps and according to the postage-rates of the country in whose waters the vessel happens to be.

Art. 12.

ARTICLE 12.

Retention of collections.

1.—Chaque Administration garde en entier les sommes qu'elle a perçues en exécution des articles 5, 6, 7, 10 et 11 précédents, sauf la bonification due pour les mandats prévus au paragraphe 2 de l'article 7.

Accounts.

2.—En conséquence, il n'y a pas lieu, de ce chef, à un décompte entre les diverses Administrations de l'Union, sous réserve de la bonification prévue au paragraphe 1 du présent article.

Limit of charges.

3.—Les lettres et autres envois postaux ne peuvent, dans le pays d'origine, comme dans celui de destination, être frappés, à la charge des expéditeurs ou des destinataires, d'aucune taxe ni d'aucun droit postal autres que ceux prévus par les articles susmentionnés.

ARTICLE 12.

1.—Each Administration keeps the whole of the sums which it collects in execution of the foregoing Articles 5, 6, 7, 10 and 11, except the payments due for money orders provided by paragraph 2 of Article 7.

2.—Consequently, there is no necessity on this head for any accounts between the several Administrations of the Union, except as regards the payments mentioned in paragraph 1 of the present Article.

3.—Neither the senders nor the addressees of letters and other postal articles can be called upon to pay, either in the country of origin or in that of destination, any postage or any postal fee other than those contemplated by the Articles above-mentioned.

Art. 13.

ARTICLE 13.

Special delivery.

1.—Les objets de correspondance de toute nature sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les pays de l'Union qui consentent à se

ARTICLE 13.

1.—Articles of correspondence of every kind are, at the request of the senders, delivered at the residence of the addressees by a special carrier immediately after their arrival, in the countries of the Union

charger de ce service dans leurs relations réciproques.

2.—Ces envois, qui sont qualifiés „expres”, sont soumis à une taxe spéciale de remise à domicile; cette taxe est fixée à 30 centimes et doit être acquittée complètement et à l'avance, par l'expéditeur, en sus du port ordinaire. Elle est acquise à l'Administration du pays d'origine.

3.—Lorsque l'objet est destiné à une localité où il n'existe pas de bureau de poste, l'Administration des postes destinataires peut percevoir une taxe complémentaire, jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par expres dans son service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur, ou de son équivalent dans la monnaie du pays qui perçoit ce complètement.

4.—Les objets expres non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance sont distribués par les moyens ordinaires.

ARTICLE 14.

1.—Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition d'envois postaux dans l'intérieur de l'Union.

2.—Les correspondances tombées en rebut ne donnent pas lieu à restitution des droits de transit revenant aux Administrations intermédiaires, pour le transport antérieur desdites correspondances.

3.—Les lettres et les cartes postales non affranchies et les correspondances de toute nature insuffisamment affranchies, qui font retour au pays d'origine par suite de réexpédition ou de mise en rebut, sont passibles, à la charge des destinataires ou des expéditeurs, des mêmes taxes que les objets similaires directement adressés du pays de la première destination au pays d'origine.

ARTICLE 15.

1.—Des dépêches closes peuvent être échangées entre les bureaux de poste de l'un des pays contractants et les commandants de divisions navales ou bâtiments de guerre de ce même pays en station à l'étranger, par l'intermédiaire des

which consent to undertake this service in their reciprocal relations.

2.—These articles, which are endorsed “express”, are subject to a special charge for delivery at the residence; this charge is fixed at 30 centimes, and must be paid in full and in advance, by the sender, over and above the ordinary postage. It belongs to the Administration of the country of origin.

3.—If the article is destined for a locality where there is no post-office, the Postal Administration of the country of destination may levy an additional charge, to the amount of the rate fixed for delivery by special carrier in its domestic service, a deduction being made of the fixed rate paid by the sender, or of its equivalent in the money of the country which levies this additional charge.

4.—“Express” articles upon which the entire charges payable in advance are not fully prepaid, are delivered by the ordinary means.

ARTICLE 14.

1.—No additional charge is levied for the reforwarding of postal articles within the interior of the Union.

2.—Undeliverable articles do not give rise to a restitution of the transit charges due to intermediary Administrations for the previous conveyance of said articles.

3.—Unpaid letters and post-cards, and insufficiently prepaid articles of every kind, when returned to the country of origin, owing to their being reforwarded or because they have become undeliverable, are liable, at the expense of the addressees or senders, to the same rates as similar articles addressed directly from the country of the first destination to the country of origin.

ARTICLE 15.

1.—Closed mails may be exchanged between the post offices of any one of the contracting countries and the commanders of naval squadrons or ships-of-war of the same country stationed abroad, through the intermediary of the

Charge.

Delivery where no office exists.

Ordinary delivery if not prepaid.

Art. 14.

Reforwarding.

Charges on returned matter.

Art. 15.

Exchange of closed mails with ships of war.

services territoriaux ou maritimes dépendant d'autres pays.

Regulations.

2—Les correspondances de toute nature comprises dans ces dépêches doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des états-majors et des équipages des bâtiments destinataires ou expéditeurs des dépêches; les tarifs et conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après ses règlements intérieurs, par l'Administration des postes du pays auquel appartiennent les bâtiments.

Transit expenses.

3—Sauf arrangement contraire entre les Offices intéressés, l'Office postal expéditeur ou destinataire des dépêches dont il s'agit est redevable, envers les Offices intermédiaires, de frais de transit calculés conformément aux dispositions de l'article 4.

Art. 16.

ARTICLE 16.

Limits to articles forwarded.

1—Il n'est pas donné cours:

a) aux papiers d'affaires, échantillons et imprimés qui ne sont pas affranchis au moins partiellement ou qui ne sont pas conditionnés de façon à permettre une vérification facile du contenu;

b) aux objets de mêmes catégories qui dépassent les limites de poids et de dimensions fixées à l'article 5;

c) aux échantillons de marchandises ayant une valeur marchande.

Return to sender.

2—Le cas échéant, les envois mentionnés au paragraphe précédent doivent être renvoyés au timbre d'origine et remis, s'il est possible, à l'expéditeur.

Matter forbidden.

3—Il est interdit:

1° d'expédier par la poste:

a) des échantillons et autres objets qui, par leur nature, peuvent présenter du danger pour les agents postaux, salir ou détériorer les correspondances;

b) des matières explosibles, inflammables ou dangereuses; des animaux et insectes, vivants ou morts, sauf les exceptions prévues au Règlement de détail.

2° d'insérer dans les correspondances ordinaires ou recommandées consignées à la poste:

a) des pièces de monnaie ayant cours;

territorial or maritime services depending on other countries.

2—Articles of every kind enclosed in these mails must consist exclusively of those addressed to or sent by the officers and crews of the vessels for which the mails are destined or from which they are dispatched; the rates and conditions of dispatch applicable thereto are determined by the Postal Administration of the country to which the vessels belong, in accordance with its domestic regulations.

3—Unless there be a contrary arrangement between the offices interested, the Post Office which dispatches or receives the mails in question is accountable to the intermediary Offices for the transit expenses calculated in conformity with the provisions of Article 4.

ARTICLE 16.

1—Circulation shall not be given:

a) to commercial papers, samples and printed matter which are not prepaid at least in part or which are not put up in such a manner as to permit the easy examination of the contents;

b) to articles of the same categories which exceed the limits of weight and size fixed by Article 5;

c) to samples of merchandise which have a salable value.

2—If any of the articles mentioned in the preceding paragraph be given circulation, they should be returned to the office of origin, and, if possible, be delivered to the sender.

3—It is forbidden:

1st to send by mail:

a) samples and other articles which, from their nature, may prove dangerous to the postal employes, soil or injure the correspondence;

b) explosive, inflammable or dangerous substances; animals and insects, living or dead, excepting the cases provided for in the Regulations of detail.

2nd to insert in ordinary or registered articles placed in the mails:

a) current coin;

b) des objets passibles des droits de douane;

c) des matières d'or ou d'argent, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux, mais seulement dans le cas où leur insertion ou expédition serait défendue d'après la législation des pays intéressés.

4.—Les envois tombant sous les prohibitions du paragraphe 3 qui précède et qui auraient été à tort admis à l'expédition, doivent être renvoyés au timbre d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination serait autorisée par sa législation ou par ses règlements intérieurs à en disposer autrement.

5.—Est d'ailleurs réservé le droit du Gouvernement de tout pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport ou la distribution, tant des objets jouissant de la modération de taxe à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays, que de correspondances de toute nature qui portent ostensiblement des inscriptions, dessins, etc. interdits par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le même pays.

b) articles liable to customs duty;

c) gold or silver bullion, precious stones, jewelry, and other precious articles, but only in case their insertion or transmission is prohibited by the legislation of the countries concerned.

4.—Articles coming under the prohibition of paragraph 3 preceding which have been forwarded erroneously, should be returned to the office of origin, except in cases where the Administration of the country of destination is authorized by its legislation or by its domestic regulations to dispose of them otherwise.

5.—There is, moreover, reserved to the Government of every country of the Union the right to refuse to convey over its territory, or to deliver, as well articles liable to the reduced rate in regard to which the laws, ordinances or decrees which regulate the conditions of their publication or circulation in that country have not been complied with, as correspondence of every kind which bears ostensibly inscriptions, designs, &c. forbidden by the legal enactments or regulations in force in the same country.

Return if erroneously forwarded.

Reserved rights.

ARTICLE 17.

1.—Les Offices de l'Union qui ont des relations avec des pays situés en dehors de l'Union, admettent tous les autres Offices de l'Union à profiter de ces relations pour l'échange des correspondances avec lesdits pays.

2.—Les correspondances échangées à découvert entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, sont traitées, pour ce qui concerne le transport en dehors des limites de l'Union, d'après les conventions, arrangements ou dispositions particulières régissant les rapports postaux entre ce dernier pays et le pays étranger à l'Union.

3.—A l'égard des frais de transit dans le ressort de l'Union, les correspondances originaires ou à destination d'un pays étranger sont assimilées à celles de ou pour le pays de l'Union qui entretient les

ARTICLE 17.

1.—The Offices of the Union which have relations with countries outside the Union, admit all the other Offices of the Union, to take advantage of such relations for the exchange of postal articles with the said countries.

2.—The postal articles exchanged in open mail between a country of the Union and a country foreign to the Union, through the intermediary of another country of the Union, are treated, as regards the conveyance beyond the limits of the Union, in conformity with the Conventions, Arrangements, or special provisions governing the postal relations between the latter country and the country foreign to the Union.

3.—With regard to the expenses of transit within the limits of the Union, articles originating in or addressed to a country foreign to the Union are assimilated to those from or for the country of the

Art. 17.

Extension of Union privileges to non-Union countries.

Open-mail exchanges.

Expenses in the Union.

relations avec ce premier pays.

Expenses beyond
the Union.

4.—A l'égard des frais de transit en dehors des limites de l'Union, les correspondances à destination d'un pays étranger sont soumises, au profit du pays de l'Union qui entretient les relations avec le pays étranger à celle-ci, aux frais de transit suivant, savoir :

Sea transit.

a) pour les parcours maritimes en dehors de l'Union, 20 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et 1 franc par kilogramme d'autres objets ;

Land transit.

b) pour les parcours territoriaux en dehors de l'Union, s'il y a lieu, les frais par kilogramme notifiés par le pays de l'Union qui entretient les relations avec le pays étranger servant d'intermédiaire.

Maximum maritime
conveyance charges.

5.—En cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs Administrations, les frais du parcours maritime total, dans le ressort de l'Union et en dehors de l'Union, ne peuvent dépasser 20 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets ; le cas échéant, ces frais sont répartis entre ces Administrations au prorata des distances parcourues, sans préjudice des arrangements différents entre les parties intéressées.

Payment.

6.—Les frais de transit en dehors de l'Union mentionnés ci-dessus sont à la charge de l'Administration du pays d'origine. Ils s'appliquent à toutes les correspondances expédiées soit à découvert, soit en dépêches closes. Mais dans le cas de dépêches closes envoyées d'un pays de l'Union à destination d'un pays étranger à celle-ci, ou d'un pays étranger à destination d'un pays de l'Union, un arrangement préalable concernant le mode de paiement des frais de transit devra être conclu entre les Administrations intéressées.

General settlement.

7.—Le décompte général des frais de transit des correspondances échangées entre un pays de l'Union et un pays étranger, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, a lieu sur la base de relevés qui sont établis en même temps que les relevés dressés, en vertu de l'arti-

Union which maintains relations with the first mentioned country.

4.—With regard to the expenses of transit beyond the limits of the Union, articles addressed to a country foreign to the Union are subjected to the following transit charges, credited to the country of the Union which maintains relations with the country foreign to the Union :

a) for maritime transits beyond the Union, 20 francs per kilogram of letters or post-cards, and one franc per kilogram of other articles ;

b) for territorial transits beyond the Union, if any, the charges per kilogram announced by the country of the Union which maintains relations with the country foreign to the Union serving as intermediary.

5.—In the case of maritime conveyance effected by two or more Administrations, the charges for the entire maritime transit, within and beyond the Union, may not exceed 20 francs per kilogram of letters or post-cards and 1 franc per kilogram of other articles ; if the case demands it, these charges are shared between these Administrations *pro rata* for the distances traversed, without prejudice to other arrangements between the parties interested.

6.—The above-mentioned expenses of transit beyond the Union are payable by the Administration of the country of origin. They apply to all articles dispatched whether in open-mail or in closed mails. But in the case of closed mails dispatched from a country of the Union to a country foreign thereto, or from a country foreign to the Union to a country of the Union, a previous arrangement concerning the mode of payment of the transit expenses should be concluded between the Administrations interested.

7.—The general settlement of the transit expenses for articles exchanged between a country of the Union and a country foreign to it, through the intermediary of another country of the Union, takes place on the basis of statements which are prepared at the same

de 4 précédent, pour la fixation des frais de transit dans l'Union.

time as the statements prepared by virtue of Article 4 preceding, for determining the expenses of transit within the Union.

Ante, p. 1081.

8.—Les taxes à percevoir dans un pays de l'Union sur les correspondances à destination ou provenant d'un pays étranger à l'Union et empruntant l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, ne pourront jamais être inférieures au tarif normal de l'Union. Ces taxes restent acquises en entier au pays qui les perçoit.

8.—The rates to be levied in a country of the Union on articles addressed to or originating in a country foreign to the Union and using the intermediary of another country of the Union, can never be lower than the normal Union rates. These rates belong entirely to the country which levies them.

Minimum rates.

ARTICLE 18.

ARTICLE 18.

Art. 18.

Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs législatures respectives, les mesures nécessaires pour punir l'emploi frauduleux, pour l'affranchissement de correspondances, de timbres-poste contrefaits ou ayant déjà servi. Elles s'engagent également à prendre, ou à proposer à leurs législatures respectives, les mesures nécessaires pour interdire et réprimer les opérations frauduleuses de fabrication, vente, colportage ou distribution de vignettes et timbres en usage dans le service des postes, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'Administration d'un des pays adhérents

The high contracting parties engage to adopt, or to propose to their respective legislatures, the necessary measures for punishing the fraudulent use, for the prepayment of postal articles, of counterfeit postage-stamps, or postage-stamps which have already been used. They likewise engage to adopt, or to propose to their respective legislatures, the necessary measures for prohibiting and suppressing the fraudulent manufacture, sale, offering for sale, or distribution of embossed and adhesive stamps in use in the postal service, counterfeited or imitated in such a manner as to be mistakable for the embossed and adhesive stamps issued by the Administration of any one of the contracting countries.

Legislation to punish counterfeiting, etc.

ARTICLE 19.

ARTICLE 19.

Art. 19.

Le service des lettres et boîtes avec valeurs déclarées, et ceux des mandats de poste, des colis postaux, des valeurs à recouvrer, des livrets d'identité, des abonnements aux journaux, etc., font l'objet d'arrangements particuliers entre les divers pays ou groupes de pays de l'Union.

The services concerning letters and boxes with declared value, and those of money-orders, postal parcels, collection of bills and drafts, books of identity, subscriptions to newspapers, &c., form the subject of special arrangements between the different countries or groups of countries of the Union.

Special arrangements.

ARTICLE 20.

ARTICLE 20.

Art. 20.

1.—Les Administrations postales des divers pays qui composent l'Union sont compétentes pour arrêter d'un commun accord, dans un Règlement d'exécution, toutes les mesures d'ordre et de détail qui sont jugées nécessaires.

1.—The Postal Administrations of the various countries composing the Union are competent to establish by mutual agreement, in Regulations of execution, all the measures of order and detail which are judged necessary.

Regulations.

2.—Les différentes Administrations peuvent, en outre, prendre

2.—The several Administrations may, moreover, make among them-

Special conventions.

entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui ne concernent pas l'ensemble de l'Union, pourvu que ces arrangements ne dérogent pas à la présente Convention.

Lower postage.

3.—Il est toutefois permis aux Administrations intéressées de s'entendre mutuellement pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres.

Art. 21.

ARTICLE 21.

Limitation of effect.

1.—La présente Convention ne porte point altération à la législation de chaque pays dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans cette Convention.

2.—Elle ne restreint pas le droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des traités, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration des relations postales.

Art. 22.

ARTICLE 22.

International Bureau.
Maintenance.

1.—Est maintenue l'institution, sous le nom de Bureau international de l'Union postale universelle, d'un Office central qui fonctionne sous la haute surveillance de l'Administration des postes suisses et dont les frais sont supportés par toutes les Administrations de l'Union.

Duties.

2.—Ce Bureau demeure chargé de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; d'instruire les demandes en modification des actes du Congrès; de notifier les changements adoptés, et, en général, de procéder aux études et aux travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union postale.

Art. 23.

ARTICLE 23.

Arbitration of disagreements.

1.—En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union, relativement à l'interprétation de la présente Convention ou à la responsabilité d'une Adminis-

tration, les Administrations intéressées seules les nécessaires arrangements on the subject of questions which do not concern the Union generally, provided that those arrangements are not contrary to the present Convention.

3.—The Administrations interested are, however, permitted to conclude mutual agreements for the adoption of lower rates of postage within a radius of 30 kilometers.

ARTICLE 21.

1.—The present Convention involves no alteration in the legislation of any country as regards anything which is not provided for by the stipulations contained in this Convention.

2.—It does not restrict the right of the contracting parties to maintain and to conclude treaties, as well as to maintain and establish more restricted Unions, with the view to the improvement of postal relations.

ARTICLE 22.

1.—There is maintained, under the name of the *International Bureau of the Universal Postal Union*, a central office, which is conducted under the superintendence of the Swiss Postal Administration, and the expenses of which are borne by all the Administrations of the Union.

2.—This Bureau continues to be charged with the duty of collecting, collating, publishing and distributing information of every kind which concerns the international postal service; of giving, at the request of the parties concerned, an opinion upon questions in dispute; of making known propositions for modifying the acts of the Congress; of giving notice of the changes adopted, and, in general, of undertaking such researches and labors as may be entrusted to it in the interest of the Postal Union.

ARTICLE 23.

1.—In case of disagreement between two or more members of the Union, as to the interpretation of the present Convention or as to the responsibility of an Adminis-

nistration en cas de perte d'un envoi recommandé, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

2.—La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

3.—En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

4.—Les dispositions du présent article s'appliquent également à tous les Arrangements conclus en vertu de l'article 19 précédent.

ARTICLE 24.

1.—Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

2.—Cette adhésion est notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la Confédération suisse et, par ce Gouvernement, à tous les pays de l'Union.

3.—Elle emporte, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

4.—Il appartient au Gouvernement de la Confédération suisse de déterminer, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la part contributive de l'Administration de ce dernier pays dans les frais du Bureau international, et, s'il y a lieu, les taxes à percevoir par cette Administration en conformité de l'article 10 précédent.

ARTICLE 25.

1.—Des Congrès de plénipotentiaires des pays contractants ou de simples Conférences administratives, selon l'importance des questions à résoudre, sont réunis, lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers, au moins, des Gouvernements ou Administrations, suivant le cas.

tration in case of the loss of a registered article, the question in dispute is decided by arbitration. To that end, each of the Administrations concerned chooses another member of the Union not directly interested in the matter.

2.—The decision of the arbitrators is given by an absolute majority of the votes.

3.—In case the votes are equally divided, the arbitrators choose, in order to settle the difference, another Administration equally disinterested in the disputed question.

4.—The provisions of the present Article apply equally to all the Agreements concluded by virtue of Article 19, preceding.

ARTICLE 24.

1.—Countries which have not taken part in the present Convention are admitted to adhere thereto upon their demand.

2.—Notice is given of this adhesion, through the diplomatic channel, to the Government of the Swiss Confederation, and by that Government to all the countries of the Union.

3.—It implies, as a right, accession to all the clauses and admission to all the advantages stipulated by the present Convention.

4.—It devolves upon the Government of the Swiss Confederation to determine, by mutual agreement with the Government of the country interested, the share to be contributed by the Administration of this latter country toward the expenses of the International Bureau, and, if necessary, the rates to be levied by that Administration in conformity with Article 10, preceding.

ARTICLE 25.

1.—Congresses of plenipotentiaries of the contracting countries, or simple administrative conferences, according to the importance of the questions to be solved, are held when a demand for them is made or approved by two-thirds, at least, of the Governments or Administrations, as the case may be.

Decision.

Division.

Application.
Ante, p. 1091.

Art. 24.

Admission of other countries.

Notification.

Powers.

Share of expenses.
International Bureau.

Art. 25.

Special congresses and conferences.

Regular congress.

2.—Toutefois, un Congrès doit avoir lieu au moins tous les cinq ans.

2.—Nevertheless, a Congress must be held at least once every five years.

Representation.

3.—Chaque pays peut se faire représenter, soit par un ou plusieurs délégués, soit par la délégation d'un autre pays. Mais il est entendu que le délégué ou les délégués d'un pays ne peuvent être chargés que de la représentation de deux pays, y compris celui qu'ils représentent.

3.—Each country must be represented either by one or several delegates, or by the delegation of another country. But it is understood that the delegate or delegates of one country can be charged with the representation of two countries only, including the country which they represent.

Votes.

4.—Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

4.—In the deliberations each country has one vote only.

Place of meeting.

5.—Chaque Congrès fixe le lieu de la réunion du prochain Congrès.

5.—Each Congress fixes the place of meeting for the following Congress.

Conferences.

6.—Pour les Conférences, les Administrations fixent les lieux de réunion sur la proposition du Bureau international.

6.—For Conferences, the Administrations fix the places of meeting upon the proposal of the International Bureau.

Art. 26.

ARTICLE 26.

ARTICLE 26.

Changes proposed.

1.—Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute Administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le régime de l'Union.

1.—In the interval which elapses between the meetings, any Postal Administration of a country of the Union has the right to address to the other Administrations belonging to it, through the intermediary of the International Bureau, propositions concerning the regimen of the Union.

Procedure.

2.—Toute proposition est soumise au procédé suivant:

2.—Every proposition is subject to the following procedure:

Un délai de cinq mois est laissé aux Administrations de l'Union pour examiner les propositions et pour faire parvenir au Bureau international, le cas échéant, leurs observations, amendements ou contre-propositions. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations avec l'invitation de se prononcer pour ou contre. Celles qui n'ont point fait parvenir leur vote dans un délai de six mois, à compter de la date de la seconde circulaire du Bureau international leur notifiant les observations apportées, sont considérées comme s'abstenant.

A period of five months is allowed to the Administrations of the Union to examine the propositions, and to transmit to the International Bureau, if necessary, their observations, amendments, or counter-propositions which they may desire to submit. The replies are tabulated by the International Bureau and communicated to the Administrations with the invitation to pronounce either for or against the proposition. Those Administrations which have not transmitted their vote within a period of six months, counting from the date of the second circular of the International Bureau notifying them of the observations made, are considered as abstaining from voting.

Votes necessary.

3.—Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:

3.—In order to become binding the propositions must obtain, as follows:

Unanimous.

1° l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouveaux articles ou de la modification des dispositions du présent article et

1st. Unanimity of votes, if they involve the addition of new Articles or a modification of the stipulations of the present Article and

des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15 et 18;

2^o les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la Convention autres que celles des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15, 18 et 26;

3^o la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des dispositions de la Convention, hors le cas de litige prévu à l'article 23 précédent.

4—Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre à tous les Gouvernements des pays contractants, et, dans le troisième cas, par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations de l'Union.

5—Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que deux mois, au moins, après sa notification.

ARTICLE 27.

Sont considérés comme formant, pour l'application des articles 22, 25 et 26 précédents, un seul pays ou une seule Administration, suivant le cas:

1^o L'Empire de l'Inde britannique;

2^o Le Dominion du Canada;

3^o L'ensemble des colonies britanniques de l'Australasie;

4^o L'ensemble des colonies danoises;

5^o L'ensemble des colonies espagnoles;

6^o L'ensemble des colonies françaises;

7^o L'ensemble des colonies néerlandaises;

8^o L'ensemble des colonies portugaises.

ARTICLE 28.

La présente Convention sera mise à exécution le 1^{er} juillet 1892 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé; mais chaque partie contractante a le droit de se retirer de l'Union, moyennant un avertissement donné une année à l'avance par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

of Articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15 and 18;

2nd. Two-thirds of the votes, if they involve a modification of stipulations of the Convention other than those of Articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15, 18 and 26;

3d. Simply an absolute majority, if they affect the interpretation of the stipulations of the Convention, except in the case of dispute contemplated in Article 23 preceding.

4.—The binding decisions are sanctioned, in the first two cases, by a diplomatic declaration, which the Government of the Swiss Confederation is charged to prepare and transmit to all the Governments of the contracting countries, and, in the third case, by a simple notification from the International Bureau to all the Administrations of the Union.

5.—No modification or resolution adopted is binding until at least two months after its notification.

ARTICLE 27.

The following are considered as forming, for the application of Articles 22, 25 and 26 preceding, a single country, or a single Administration, as the case may be:

1st. The Empire of British India;

2nd. The Dominion of Canada;

3d. The whole of the British Colonies of Australasia.

4th. The whole of the Danish Colonies;

5th. The whole of the Spanish Colonies.

6th. The whole of the French Colonies;

7th. The whole of the Netherlands Colonies;

8th. The whole of the Portuguese Colonies.

ARTICLE 28.

The present Convention shall be put into execution on the 1st of July, 1892, and shall remain in force during an indefinite period; but each contracting party has the right to withdraw from the Union, by means of a notice given one year in advance by its Government to the Government of the Swiss Confederation.

Two-thirds.

Majority.

Notice of changes.

Time limit.

Art. 27.

Colonies forming single administrations.

Art. 28.

Duration of convention.

Art. 29.

ARTICLE 29.

ARTICLE 29.

Prior treaties, etc.,
abrogated.

1.—Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes les dispositions des Traités, Conventions, Arrangements ou autres Actes conclus antérieurement entre les divers pays ou Administrations, pour autant que ces dispositions ne seraient pas conciliables avec les termes de la présente Convention, et sans préjudice des droits réservés par l'article 21 ci-dessus.

1.—From the date on which the present Convention takes effect, all the stipulations of the Treaties, Conventions, Arrangements, or other Acts previously concluded between the various countries or Administrations, in so far as those stipulations are not in accordance with the terms of the present Convention, are abrogated, without prejudice to the rights reserved by Article 21 preceding.

Ratification.

2.—La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Vienne.

2.—The present Convention shall be ratified as soon as possible. The acts of ratification shall be exchanged at Vienna.

Signatures.

3.—En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention à Vienne, le quatre juillet mil huit cent quatre-vingt-onze.

3.—In faith of which, the plenipotentiaries of the above named countries have signed the present Convention at Vienna on the fourth of July, one thousand eight hundred and ninety-one.

Pour l'Allemagne et les Protectorats Allemands	{ Dr. V. STEPHAN. SACHSE. FRITSCH.
Pour les États-Unis d'Amérique	{ N. M. BROOKS. WILLIAM POTTER.
Pour la République Argentine	CÁRLOS CALVO.
Pour l'Autriche	{ OBENTRAUT. Dr. HOFMANN. Dr. LILLIENAU. HABBERGER.
Pour la Hongrie	{ P. HEIM. S. SCHRIMPF.
Pour la Belgique	LICHTERVELDE.
Pour la Bolivie	
Pour le Brésil	LUIZ BETIM PAES LEME.
Pour la Bulgarie	P. M. MATTHEEF.
Pour le Chili	
Pour la République de Colombie	G. MICHELSEN.
Pour l'État Indépendant du Congo	{ STASSIN. LICHTERVELDE. GARANT. DE CRAENE.
Pour la République de Costa Rica	
Pour le Danemark et les Colonies Danoises	LUND.
Pour la République Dominicaine	
Pour l'Égypte	Y. SABA.
Pour l'Équateur	
Pour l'Espagne et les Colonies Espagnoles	FEDERICO BAS.
Pour la France	{ MONTMARIN. I. DE SELVES. ANSAULT.
Pour les Colonies Françaises	G. GABRIÉ.
Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies Britanniques	{ S. A. BLACKWOOD. H. BUXTON FORMAN.
Pour les Colonies Britanniques d'Australasie	
Pour le Canada	

Pour l'Inde Britannique.....	H. M. KISCH.
Pour la Grèce.....	I. GEORGANTAS.
Pour le Guatemala.....	Dr. GOTTHELF MEYER.
Pour la République d'Haïti.....	
Pour le Royaume d'Hawai.....	EUGÈNE BOREL.
Pour la République du Honduras.....	
Pour l'Italie.....	{ EMIDIO CHIARADIA. FELICE SALIVETTO.
Pour le Japon.....	{ INDO. FUJITA.
Pour la République de Libéria.....	{ BR. DE STEIN. M. KOENTZER. C. GOEDELT.
Pour le Luxembourg.....	MONGENAST.
Pour le Mexique.....	L. BRETON Y VEDRA.
Pour le Monténégro.....	{ OBENTRAUT. Dr. HOFMANN. Dr. LILLIENAU. HABBERGER.
Pour le Nicaragua.....	
Pour la Norvège.....	THL. HEYERDAHL.
Pour le Paraguay.....	
Pour les Pays-Bas.....	{ HOFSTEDE. Baron VAN DER FELTZ.
Pour les Colonies Néerlandaises.....	JOHS. J. PERK.
Pour le Pérou.....	D. C. UBBEA.
Pour la Perse.....	Génl. N. SEMINO.
Pour le Portugal et les Colonies Portu- gaises.....	{ GUELHERMINO AUGUSTO DE BARROS. Colonel A. GORJEAN. S. DIMITRESCU.
Pour la Roumanie.....	{ Général DE BESAK. A. SKALKOVSKY.
Pour la Russie.....	LOUIS KEHLMANN.
Pour le Salvador.....	{ SVETOZAR I. GVOZDITCH. ET. V. POPOVITCH.
Pour la Serbie.....	{ LUANG SURIYA NUVAE. H. KEUCHENIUS.
Pour le Royaume de Siam.....	
Pour la République Sud-Africaine.....	E. VON KRUSENSTJERNA.
Pour la Suède.....	{ ED. HÖHN. C. DELESSERT.
Pour la Suisse.....	MONTMARTIN.
Pour la Régence de Tunis.....	{ E. PETACCI. A. FAHRI.
Pour la Turquie.....	{ FEDERICO SUSVIELA GU- ARCH. JOSÉ G. BUSTO.
Pour l'Uruguay.....	
Pour les États-Unis de Vénézuéla.....	CÁRLOS MATZENAUER.

Le Ministère I. et R. des Affaires étrangères certifie que la présente copie est conforme à l'original déposé dans ses archives.

The Imperial and Royal Ministry of Foreign Affairs certifies that the present copy is in conformity with the original deposited in its archives.

Vienna, le 7 juillet 1891.

Vienna, July 7th 1891.

Le Directeur de la chancellerie du Ministère I. et R. des Affaires étrangères.

The Director of the Chancellor's Office of the Imperial and Royal Ministry of Foreign Affairs.

(Signé:)

MITTAG.

(Signed)

MITTAG.

Approval.

Having examined and considered the provisions of the foregoing Convention signed in Vienna on the 4th day of July, A. D. 1891, revising the Convention constituting the Universal Postal Union which was concluded in Paris on the 1st day of June, 1878, and also the "Additional Act" relative thereto concluded in Lisbon on the 21st day of March, 1885; the same is by me, by virtue of the powers vested by law in the Postmaster-General, hereby ratified and approved by and with the advice and consent of the President of the United States.

In witness whereof, I have caused the seal of the Post Office Department of the United States to be hereto affixed, with my signature, this 24th day of May, 1892.

[SEAL.]

JOHN WANAMAKER,
Postmaster-General.

I hereby approve the above-mentioned Convention, and in testimony thereof, have caused the seal of the United States to be hereto affixed.

[SEAL.]

BENJ. HARRISON.

By the President:

WILLIAM F. WHARTON,
Acting Secretary of State.
WASHINGTON, May 24th, 1892.

[Translation.]

Final protocol.

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

PROTOCOLE FINAL.

FINAL PROTOCOL.

Au moment de procéder à la signature des Conventions arrêtées par le Congrès postal universel de Vienne, les plénipotentiaires sous-signés sont convenus de ce qui suit:

At the moment of proceeding to sign the Conventions concluded by the Universal Postal Congress of Vienna, the undersigned plenipotentiaries have agreed as follows:

I.

I.

Registration fee outside of Europe.

En dérogation à la disposition de l'article 6 de la Convention, qui fixe à 25 centimes au maximum le droit de recommandation, il est convenu que les États hors d'Europe sont autorisés à maintenir ce maximum à 50 centimes, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expéditeur.

In modification of the stipulation of Article 6 of the Convention, which fixes the maximum registration fee at 25 centimes, it is agreed that the States outside of Europe are authorized to maintain this maximum at 50 centimes, including a receipt given to the sender.

II.

II.

Payment registered postponed. for lost articles

En dérogation aux dispositions de l'article 8 de la Convention, il est convenu que, par mesure de transition, les Administrations des pays hors d'Europe dont la législation est actuellement contraire au principe de la responsabilité, conservent la faculté d'ajourner l'application de ce principe jusqu'au jour où elles auront pu obtenir du pouvoir législatif l'autorisation de l'introduire. Jusqu'à ce moment, les autres Administrations de l'Union ne sont pas astreintes à payer une indemnité pour la perte, dans leurs

In modification of the stipulations of Article 8 of the Convention, it is agreed that, as a temporary measure, the Administrations of the countries outside of Europe, whose legislation is at present opposed to the principle of responsibility, retain the option of postponing the application of that principle until they shall have been able to obtain from the legislative power the authority to introduce it. Up to that time, the other Administrations of the Union are not bound to pay an indemnity for the

services respectifs, d'envois recommandés à destination ou provenant desdits pays.

loss, in their respective services, of registered articles addressed to or originating in the said countries.

III.

La Bolivie, le Chili, Costa-Rica, la République Dominicaine, l'Équateur, Haïti, Honduras et Nicaragua, qui font partie de l'Union postale, ne s'étant pas fait représenter au Congrès, le protocole leur reste ouvert pour adhérer aux Conventions qui y ont été conclues ou seulement à l'une ou à l'autre d'entre elles.

Bolivia, Chili, Costa Rica, the Dominican Republic, Ecuador, Haiti, Honduras and Nicaragua, which form part of the Postal Union, not having been represented at the Congress, the protocol remains open for their adhesion to the Conventions which have been concluded at the Congress, or only to one or the other of these Conventions.

Adhesion.
Union countries not represented.

Le protocole reste également ouvert en faveur des Colonies britanniques de l'Australasie, dont les délégués au Congrès ont déclaré l'intention de ces pays d'entrer dans l'Union postale universelle à partir du 1^{er} octobre 1891.

The protocol also remains open to the British Colonies of Australasia, whose delegates at the Congress have declared the intention of those countries to enter the Universal Postal Union on the 1st of October 1891.

Australasia.

Il demeure aussi ouvert à la République Sud-Africaine, dont le délégué au Congrès a manifesté l'intention de ce pays d'adhérer à l'Union postale universelle, en se réservant de fixer ultérieurement la date de son entrée dans cette Union.

It also remains open to the South African Republic, whose delegate to the Congress has declared the intention of that country to adhere to the Universal Postal Union, reserving the right to hereafter fix the date of its entry into the Union.

South African Republic.

Enfin, dans le but de faciliter aux autres pays qui sont encore en dehors de l'Union postale universelle leur entrée dans celle-ci, le protocole leur reste également ouvert.

Finally, with the view of facilitating the entry into the Universal Postal Union of other countries which are still outside the Union, the protocol remains equally open for them.

Non-Union countries.

IV.

Le protocole demeure ouvert en faveur des pays dont les représentants n'ont signé aujourd'hui que la Convention principale, ou un certain nombre seulement des Conventions arrêtées par le Congrès, à l'effet de leur permettre d'adhérer aux autres Conventions signées ce jour, ou à l'une ou l'autre d'entre elles.

The protocol remains open to those countries whose representatives have signed this day the principal Convention only or only a certain number of the Conventions concluded by the Congress, for the purpose of allowing them to adhere to the other Conventions signed this day, or to one or the other of them.

Protocol left open for certain countries.

V.

Les adhésions prévues à l'article III ci-dessus devront être notifiées au Gouvernement Impérial et Royal de l'Autriche-Hongrie, par les Gouvernements respectifs, en la forme diplomatique. Le délai qui leur est accordé pour cette notification expirera le 1^{er} juin 1892.

The adhesions contemplated by Article III preceding, must be notified to the Imperial and Royal Government of Austria-Hungary, by the respective Governments, in diplomatic form. The term accorded to them for that notification will expire on the 1st of June 1892.

Notification of adhesions.

VI.

VI.

Conventions binding on States ratifying.

Dans le cas où une ou plusieurs des parties contractantes aux Conventions postales signées aujourd'hui à Vienne, ne ratifieraient pas l'une ou l'autre de ces Conventions, cette Convention n'en sera pas moins valable pour les Etats qui l'auront ratifiée.

In case one or more of the contracting parties to the Postal Conventions signed this day at Vienna, shall not ratify one or the other of those Conventions, that Convention shall be none the less valid for the States which shall have ratified it.

Signatures.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même des Conventions auxquelles il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement autrichien et dont une copie sera remise à chaque partie.

In faith of which, the undersigned plenipotentiaries have drawn up the present final protocol, which shall have the same force and value as if its provisions were inserted in the text itself of the Conventions to which it relates, and they have signed it on a single copy which shall remain in the Archives of the Austrian Government, and a copy of which shall be delivered to each party.

Fait à Vienne le quatre juillet mil huit cent quatre-vingt-onze.

Done at Vienna the fourth of July one thousand eight hundred and ninety-one.

- | | | |
|--|---|---|
| Pour l'Allemagne et les Protectorats Allemands..... | { | Dr. V. STEPHAN.
SACHSE.
FRITSCH. |
| Pour les États-Unis d'Amérique..... | { | N. M. BROOKS.
WILLIAM POTTER. |
| Pour la République Argentine..... | { | CÁRLOS CALVO. |
| Pour l'Autriche..... | { | OBENTRAUT.
Dr. HOFMANN.
Dr. LILIENAU.
HABBERGER. |
| Pour la Hongrie..... | { | P. HEIM.
S. SCHRIMPF. |
| Pour la Belgique..... | { | LICHTERVELDE. |
| Pour la Bolivie..... | { | |
| Pour le Brésil..... | { | LUIZ BETIM PAES LEME. |
| Pour la Bulgarie..... | { | P. M. MATTHEEFF. |
| Pour le Chili..... | { | |
| Pour la République de Colombie..... | { | G. MICHELSEN.
STASSIN. |
| Pour l'État indépendant du Congo..... | { | LICHTERVELDE.
GARANT.
DE CRAENE. |
| Pour la République de Costa Rica..... | { | |
| Pour le Danemark et les Colonies Danoises..... | { | LUND. |
| Pour la République Dominicaine..... | { | |
| Pour l'Égypte..... | { | Y. SABA. |
| Pour l'Équateur..... | { | |
| Pour l'Espagne et les Colonies Espagnoles..... | { | FEDERICO BAS.
MONTMARIN. |
| Pour la France..... | { | I. DE SELVES.
ANSAULT. |
| Pour les Colonies Françaises..... | { | G. GABRIÉ. |
| Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies Britanniques..... | { | S. A. BLACKWOOD.
H. BUXTON FORMAN. |
| Pour les Colonies Britanniques d'Australasie..... | { | |
| Pour le Canada..... | { | |

Pour l'Inde Britannique.....	H. M. KISCH.
Pour la Grèce	I. GEORGANTAS.
Pour le Guatemala	Dr. GOTTHELF MEYER.
Pour la République d'Haïti	
Pour le Royaume d'Hawaï	EUGÈNE BOREL.
Pour la République du Honduras	
Pour l'Italie	{ EMIDIO CHIARADIA. FELICE SALIVETTO.
Pour le Japon	{ INDO. FUJITA.
Pour la République de Libéria	{ BR. DE STEIN. W. KOENTZER. C. GOEDEL.
Pour le Luxembourg	MONGENAST.
Pour le Mexique	L. BRETON Y VEDRA.
Pour le Monténégro	{ OBENTRAUT. Dr. HOFMANN. Dr. LILLENAU. HABBERGER.
Pour le Nicaragua.....	
Pour la Norvège	THL. HEYERDAHL.
Pour le Paraguay.....	
Pour les Pays-Bas	{ HOFSTEDE. Baron VAN DER FELTZ.
Pour les Colonies Néerlandaises.....	JOHS. J. PERK.
Pour le Pérou.....	D. C. URBEA.
Pour la Perse.....	Genl. N. SEMINO.
Pour le Portugal et les Colonies Portu- guaises	{ GUELHERMINO AUGUSTO DE BARROS.
Pour la Roumanie.....	{ Colonel A. GORJEAN. S. DIMITRESCU.
Pour la Russie.....	{ Général DE BESAK. A. SKALOVSKY.
Pour le Salvador.....	LOUIS KEHLMANN.
Pour la Serbie	{ SVETOZAR I. GVOZDITCH. ET. W. POPOVITCH.
Pour le Royaume de Siam.....	{ LUANG SURIJA NUVATR. H. KEUCHENIUS.
Pour la République Sud-Africaine.....	
Pour la Suède.....	E. VON KRUSENSTJERNA.
Pour la Suisse	{ ED. HÖHN. C. DELESSERT.
Pour la Régence de Tunis	MONTMARIN.
Pour la Turquie	{ E. PETACCI. A. FAHRI.
Pour l'Uruguay.....	{ FEDERICO SUSVIELA GU- ARCH. JOSÉ G. BUSTO.
Pour les États-Unis de Vénézuéla	CÁRLOS MATZENAUER.

Le Ministère I. et R. des Affaires étrangères certifie que la présente copie est conforme à l'original déposé dans ses archives.

Vienne, le 7 juillet 1891.

Le Directeur de la Chancellerie du Ministère I. et R. des Affaires étrangères.

(Signé:)

MITTAG.

The Imperial and Royal Ministry of Foreign Affairs certifies that the present copy is in conformity with the original deposited in its archives.

Vienna, July 7th, 1891.

The Director of the Chancellor's Office of the Imperial and Royal Ministry of Foreign Affairs.

(Signed:)

MITTAG.

Approval.

Having examined and considered the provisions of the foregoing final protocol signed in Vienna on the 4th of July A. D. 1891, relative to the Universal Postal Convention of Vienna, signed the same day; the same is by me, by virtue of the powers vested by law in the Postmaster-General, hereby ratified and approved by and with the advice of the President of the United States.

In witness whereof, I have caused the seal of the Post-Office Department of the United States to be hereto affixed, with my signature, this 24th day of May, A. D. 1892.

[SEAL.]

JOHN WANAMAKER,
Postmaster-General.

I hereby approve the above-mentioned final protocol, and in testimony thereof, have caused the seal of the United States to be hereto affixed.

[SEAL.]

BENJ. HARRISON.

By the President:

WILLIAM F. WHARTON,
Acting Secretary of State.

WASHINGTON, May 24th, 1892.

REGULATIONS OF DETAIL AND ORDER.

Parties contracting.	<p><i>Règlement de Détail et d'Ordre pour l'Exécution de la Convention conclue entre l'Allemagne et les Protectorats Allemands, les États-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la République de Colombie, l'État Indépendant du Congo, la République de Costa-Rica, le Danemark et les Colonies Danoises, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, la France et les Colonies Françaises, la Grande-Bretagne et Diverses Colonies Britanniques, les Colonies Britanniques d'Australasie, le Canada, l'Inde Britannique, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, le Royaume d'Haïti, la République du Honduras, l'Italie, le Japon, la République de Libéria, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises, le Pérou, la Perse, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie, le Salvador, la Serbie, le Royaume de Siam, la République Sud-Africaine, la Suède, la Suisse, la Régence de Tunis, la Turquie, l'Uruguay et les États-Unis de Vénézuéla.</i></p>	<p><i>Regulations of Detail and Order for the Execution of the Convention concluded between Germany and the German Protectorates, the United States of America, the Argentine Republic, Austria-Hungary, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chili, the Republic of Colombia, the Independent State of Congo, the Republic of Costa Rica, Denmark and the Danish Colonies, the Dominican Republic, Egypt, Ecuador, Spain and the Spanish Colonies, France and the French Colonies, Great Britain and various British Colonies, the British Colonies of Australasia, Canada and British India, Greece, Guatemala, the Republic of Haiti, the Kingdom of Hawaii, the Republic of Honduras, Italy, Japan, the Republic of Liberia, Luxembourg, Mexico, Montenegro, Nicaragua, Norway, Paraguay, the Netherlands and the Netherlands Colonies, Peru, Persia, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Salvador, Servia, the Kingdom of Siam, the South-African Republic, Sweden, Switzerland, the Regency of Tunis, Turkey, Uruguay, and the United States of Venezuela.</i></p>
----------------------	---	---

[Translation.]

Regulations.

Les soussignés, vu l'article 20 de la Convention postale universelle

The undersigned, in view of Article 20 of the Universal Postal